

Préfecture de l'Ain  
Direction de la Réglementation  
et des Libertés Publiques  
Bureau des réglementations  
Références : ACM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure  
la société TORAY FILMS EUROPE à Saint-Maurice-de-Beynost**

**Le Préfet de l'Ain,**

- VU le Code de l'environnement - Livre V - Titre 1<sup>er</sup> et notamment son article L.514-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 août 1996 modifié autorisant la société TORAY FILMS EUROPE à exploiter un établissement à Saint-Maurice-de-Beynost ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 mai 2005 fixant des prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation de tours aéroréfrigérantes,
- VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 autorisant la société TORAY FILMS EUROPE à étendre et modifier les activités exercées dans son établissement,
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 20 novembre 2012, suite à l'inspection réalisée sur le site le 6 septembre 2012 ;
- VU le courrier de l'inspecteur des installations classées du 20 novembre 2012 adressé à la société TORAY-FILMS EUROPE suite à sa visite du site,
- VU le courrier de la société TORAY-FILMS EUROPE du 15 décembre 2012,
- VU le courrier du 25 janvier 2013 informant la société TORAY-FILMS EUROPE de la suspension de la procédure de mise en demeure,
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 1<sup>er</sup> mars 2013,

CONSIDERANT qu'il ressort de la visite de l'établissement effectuée par l'inspecteur des installations classées le 6 septembre 2012, que certaines prescriptions des arrêtés susvisés ne sont pas respectées,

CONSIDERANT que l'établissement a connu 68 jours de dépassements de la concentration en MES avec des valeurs limites d'émissions supérieures au double de la valeur limite autorisée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 2012,

CONSIDERANT que l'établissement a connu 22 jours de dépassements du flux de MES avec des valeurs limites d'émissions supérieures au double de la valeur limite autorisée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 2012,

CONSIDERANT que l'établissement a connu 8 jours de dépassements du flux de DCO avec des valeurs limites d'émissions supérieures au double de la valeur limite autorisée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 2012,

CONSIDERANT que l'établissement a connu un nouveau dysfonctionnement les 26 et 27 janvier 2013,

CONSIDERANT la récurrence des dysfonctionnements et leur importance,

CONSIDERANT que ces dépassements constituent autant de non-conformités aux valeurs fixées à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 8 août 1996 modifié,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- ARRETE -

**Article 1<sup>er</sup> :**

La société TORAY FILMS EUROPE, est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé à Saint-Maurice-de-Beynost, de respecter, en sortie de station les valeurs limites fixées à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 8 août 1996 modifié, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 2 :**

L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.514-1 et L.514-11 du Code de l'environnement.

**Article 3 :**

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

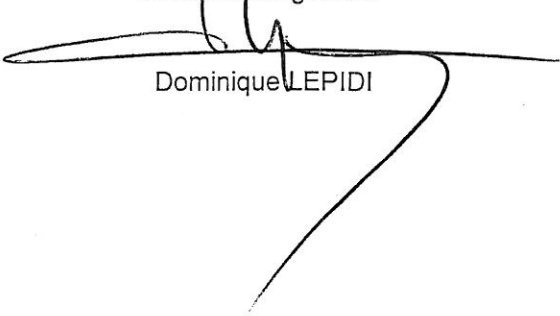
- à Monsieur le Directeur de la société TORAY PLASTICS EUROPE S.A. - usine de Saint-Maurice-de-Beynost - 01708 Saint-Maurice-de-Beynost,

- et dont copie sera adressée :

- au maire de SAINT-MAURICE-DE-BEYNOST, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;
- au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 19 mars 2013

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
le secrétaire général

  
Dominique LEPIDI